

> L'APPEL

30 ans que les banlieues réclament justice et que des revendications précises ont été formulées au travers de marches, de révoltes, de grèves de la faim, de manifestations et de réunions publiques.

15 ans que le Ministère de la Ville a été créé pour répondre à la relégation sociale et la ségrégation urbaine des cités. Les gouvernements passent avec leurs lots de sigles et de recettes miracles "politique de la ville, rénovation urbaine, cohésion sociale : DSQ, ZEP, ZUP, ZAC, ANRU...".

Nos quartiers servent de défoirail pour des politiques et des médias en mal de petites phrases assassines sur les "territoires perdus de la République", "parents irresponsables", "zones de non-droit" "mafiatisation" et autres "dérives islamistes". Les habitant-e-s, et notamment les jeunes, sont stigmatisé-e-s et désigné-e-s comme les principaux responsables des dérives de notre société. Ca ne coûte pas cher de donner des leçons de civisme et de montrer du doigt les "racailles" ou les "sauvageons" en les jetant à la vindicte populaire.

Les banlieues deviennent une problématique à part, dont on confie la gestion à la police et à la justice. Pourtant des révoltes des Minguettes (1981) à Clichy sous Bois (2005), les messages sont clairs :

Assez des crimes et des violences policières impunis, des contrôles aux faciès, des écoles au rabais, assez de chômage programmé, de sous-emplois, de logements insalubres, assez de la prison, assez de hagra et d'humiliations ! On s'habitue aux souffrances silencieuses de millions d'hommes et de femmes qui subissent au quotidien des violences sociales bien

plus dévastatrices qu'une voiture qui brûle.

Il est légitime de se révolter face à cet ordre social !

Parce que nous refusons de déléguer notre pouvoir à ceux qui ne nous représentent pas, le Forum social des quartiers populaires sera un espace d'affirmation d'une parole politique, sociale et culturelle à partir des expériences, des histoires, et de la mémoire de nos quartiers. Il sera le lieu de réflexions et de convergences de luttes locales, toutes et tous ensemble donnons leur une visibilité nationale !

Nos quartiers et leurs habitant-e-s sont riches d'histoires et de traditions d'engagements. Des révoltes d'esclaves à la Commune de Paris, de l'Etoile nord-africaine à la Main d'Oeuvre Immigrée (MOI), de la manifestation du 17 octobre 61 aux luttes pour la résorption des bidonvilles et des cités de transit, des grèves des foyers Sonacotra à la Marche pour l'égalité, du mouvement des sans-papiers au mouvement des chômeurs ; tous ces combats sont constitutifs de l'histoire politique, sociale et syndicale de France. Sortons de l'amnésie collective et de l'ignorance politique pour nous réapproprier notre mémoire et notre histoire.

Les mouvements d'éducation populaire ont été mis en faillite depuis bien longtemps, par les pouvoirs publics en place. Nous affirmons que nous avons aussi notre responsabilité lorsque nous ne faisons rien. Il n'est pas question d'entretenir la démagogie selon laquelle ce serait toujours les autres qui seraient responsables de tous nos malheurs, nous ne pouvons ignorer notre responsabilité collective. A nous d'inventer des formes de solidarités réel-

les pour améliorer nos conditions de vie.

Nous avons beaucoup à dire du racisme, des violences policières, des discriminations sociales, raciales et culturelles, de l'islamophobie, de l'histoire coloniale et de ses conséquences, etc. mais nous refusons d'être cantonnés à cela. Nous avons autant à dire de la santé, de l'éducation, du travail, du libéralisme, du sexisme, de l'environnement, des rapports Nord-Sud, de l'information, des formes de résistances et de libération, des combats pour la justice, pour l'égalité, pour la liberté... L'enjeu est d'initier une présence comme acteurs et actrices à part entière, produisant nos propres discours et des pratiques autonomes. L'avenir de nos quartiers dépend de nous, de vous.

Notre volonté ne se réduit pas à défendre les quartiers pour les quartiers. Nous avons besoin de références communes et d'une stratégie collective clairement assumée. Les banlieues occupent une place centrale dans nos villes, et ne peuvent être gérées de manière spécifique.

Le forum, qui aura lieu les 22, 23 et 24 juin 2007 à St Denis, sera un lieu d'élaboration collective pour agir. Nous appelons toutes celles et tous ceux pour qui la question des quartiers est une priorité, à prendre leurs places. Dès à présent, nous vous invitons à nous rejoindre, au travers des collectifs régionaux d'organisation pour préparer et construire cet événement national.

Quelle que soit l'issue des élections, le forum sera un rendez-vous pour celles et ceux qui veulent construire une force indépendante et une parole collective issus des quartiers.

22-23-24 JUIN 2007
ST DENIS

> MÉMOIRE DES LUTTES : 1983 : LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ

Partie de Marseille le 15 octobre 1983 dans l'indifférence quasi-générale, la Marche pour l'Égalité et contre le Racisme est accueillie le 3 décembre 1983 à Paris par 100 000 personnes dans une ambiance de grande fête nationale. Elle sera considérée comme un acte fondateur pour la jeunesse des banlieues. A travers le pays, les jeunes issus de l'immigration mais aussi de nombreux Français se sont identifiés aux Marcheurs, et rejoindront ce que l'on nommera un temps le mouvement beur. Ils sont devenus des acteurs à part entière de la société française.

A l'origine de la Marche, il y a les événements dans les ZUP des Minguettes à Vénissieux (Rhône). Depuis l'été 1981, les affrontements entre les jeunes et la police dans les banlieues de l'est lyonnais, médiatisés à travers le fameux "rodéos", prennent un tournant politique. La droite, encore étourdie par sa déroute électorale de 1981, a décidé de relever la tête en attaquant le gouvernement sur la question de l'immigration et de la sécurité.

Dans les banlieues ouvrières, à Lyon comme ailleurs, la crise avec son lot de licenciements et de fermetures d'usines, aggrave les tensions. Le tissu social s'émiette de jour en jour avec le départ de nombreux habitants. Les lascars "rouillent" au bas des tours, s'approprient caves et appartements vides. Le chômage s'installe dans les têtes et dans la vie. A défaut de travail, ils trouvent d'autres sources de revenus, plus ou moins licites. Mais la police rôde, à la recherche surtout de jeunes issus de l'immigration qu'elle considère avant tout comme des "délinquants étrangers". L'idée que ces derniers ne puissent être expulsés depuis les nouvelles dispositions législatives (qui protègent les jeunes immigrés avant l'âge de dix ans et coupables de petits délits) choque la base policière. Un processus très médiatisé de criminalisation du mode de vie des jeunes almagame alors petite et grande délinquance pour mettre la pression sur les décideurs politiques, accusés de laxisme vis-à-vis de l'instauration de "sanctuaires de hors-la-loi" et autres "zones interdites".

SOS Avenir Minguettes

Au lendemain des élections municipales de mars 1983, marquées par une surenchère raciste et sécuritaire qui fait le lit d'un Front national encore émergent, le meurtrier du jeune Ahmed Boutelja de Bron (Est lyonnais) est libéré. Le surlendemain, une imposante descente de police aux Minguettes se transforme en affrontement collectif. Le local des jeunes à la tour 10 du quartier Monmousseau est saccagée, des mères de famille sont molestées. Ces violences mettent le feu aux poudres. Les policiers sont obligés de battre en retraite. Les jours suivants, leurs syndicats menacent le pouvoir d'"actes d'indiscipline".

Dans ce contexte, une douzaine de jeunes décide d'une grève de la faim. Ils créent l'association

SOS Avenir Minguettes, et forment une série de revendications concernant la police ou la justice (arrêt de l'intimidation policière permanente, création d'une commission d'enquête indépendante etc...) et la participation à la réhabilitation de la ZUP. L'Etat accepte la négociation, après la médiation de Christian Delorme, le curé des Minguettes, mais refuse de répondre au volet police-justice. Sur le terrain, les escarmouches se multiplient. Et le 20 juin 1983, un policier tire sur Toumi Djaïda, le blessant grièvement au ventre.



Pendant ce temps, éclate "l'été meurtrier" : Aux quatre coins de la France, des jeunes sont flingués. L'émoi est à son comble avec la mort du petit Toufik, neuf ans, abattu à coup de 22 long rifle un soir de fête du ramadhan, à la veille du 14 juillet par un ouvrier irascible à la Courneuve.

S'adresser à la France entière

Sur son lit d'hôpital, Toumi propose alors l'idée de s'adresser à la France entière par une grande marche, comme celles de Gandhi ou de Martin Luther King. Les jeunes veulent démarquer la Marche sans attendre. Christian Delorme leur demande un peu de patience. Une initiative de telle ampleur, ça s'organise. Les jeunes délèguent l'organisation à la Cimade de Lyon,

ainsi qu'au MAN (mouvement pour une alternative non-violente). Christian Delorme et le pasteur Jean Costil mettront à jour les réseaux chrétiens, humanistes et anti-racistes qui avaient permis à leur grève de la faim d'avril 1981 contre les expulsions d'aboutir.

Des collectifs d'accueil se constituent dans plusieurs villes. On y trouve les associations de solidarité avec les travailleurs immigrés, des organisations politiques et syndicales, mais aussi beaucoup d'individus "inorganisés", souvent très jeunes, qui affluent, donnant des airs de



tage habitués à la figure traditionnelle du travailleur immigré, sont médusés par le débarquement inattendu de ces enfants d'immigrés à la verve bien française. Ils passent le relais, tout en s'interrogeant sur leur place dans un tel mouvement. Cette cure de jouvence du sérail anti-raciste va permettre à la marche et aux collectifs de se dégager des logiques d'appareils des logiques d'appareils et des rhétoriques idéologiques.

Ce sont donc les Marcheurs qui décident et qui prennent la parole à chaque étape, davantage sur le mode affectif que politique. Pour rassembler large, la marche adopte d'ailleurs un profil revendicatif discret, dans l'espoir de voir la France profonde fraterniser avec la jeunesse issue de l'immigration ou des cités maudites.

Les prémisses du mouvement beur : entre autonomie et récupération

Les médias, séduits par cette image positivante, généreuse et œcuménique, en rajouteront. Ils portent aux nues des "apôtres de la non-violence", une image quasi-biblique dont les Marcheurs ne seront pas dupes, comme le laisse entendre Bouzid Kara, un de leur porte-parole, dans son livre "La Marche, traversée de la France profonde". Le père Christian Delorme lui, est dans son élément quand il évoque la "fraternité vécue" comme une valeur essentielle de la République... et de sa foi chrétienne. Son "âme missionnaire" et sa "stratégie des coulisses" du pouvoir sont contestées par certaines associations autonomes de jeunes issus de l'immigration, qui interpellent parfois rudement des Marcheurs. Ces derniers interloqués, feront le dos rond pour parachever leur périple, mais ils resteront en contact par la suite avec les partisans de l'auto-organisation. Sous une référence plutôt confuse à la "non-violence", les marcheurs expérimentent en réalité de nouvelles voies pour sortir d'une révolte épidermique et défensive.

De fait, il y aura plusieurs marches dans la Marche, avec des préoccupations différentes. Il s'agit alors de se côtoyer sans s'exclure, mais aussi sans éviter le débat contradictoire. Des Forums justice sont organisés dans la même période par des associations à Marseille, Vaulx-en-Velin, Nanterre et Levallois.

Et la réalité se chargera de rattraper la marche : la mort de Habib Grimzi, un jeune algérien défenestré dans le train Bordeaux-Vintimille, ainsi que de nouvelles exactions policières aux Minguettes, vont doper sa dimension revendicative.

Égalité des droits, justice pour tous !

A l'arrivée, les jeunes et les familles défilent aux côtés des Marcheurs avec les portraits des victimes des crimes racistes et sécuritaires, en scandant "Égalité des droits, justice pour tous".

L'interpellation morale de la société civile a aussi pour certains comme objectif de provoquer un sursaut civique afin d'exorciser le syndrome de Dreux - où la droite traditionnelle alliée avec le FN a emporté la mairie lors d'une municipale partielle en septembre 1983 -. Le front républicain au delà des clivages gauche-droite est déjà en gestation. A l'arrivée, le gouvernement et des élus républicains des deux bords rejoignent en fanfare les Marcheurs. Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales, assure que de nouvelles mesures contre le racisme vont être prises (limitation des ventes d'armes, possibilité pour les associations de se constituer partie civile dans les affaires de crimes racistes etc...). Le président Mitterrand reçoit les Marcheurs à l'Élysée, et annonce la création prochaine de la carte unique de dix ans pour les étrangers, et "des mesures de principe pour que justice soit rendue aux jeunes victimes et à leur famille". En outre, le développement social des quartiers sera désormais considéré comme priorité nationale.

Dans la foulée, une multitude d'associations vont surgir. Après la reconnaissance publique du phénomène "beur", c'est la course à la représentativité et aux fonds publics. Mais trois semaines seulement après l'euphorie de la marche, les affrontements raciaux entre grévistes et non-grévistes à Talbot-Poissy sonnent déjà le glas de l'idylle. Les marcheurs soutiennent les travailleurs immigrés licenciés, signifiant par la même leur refus de jouer la division entre les enfants, accueillis à bras ouverts au sein de la République, et les parents O.S. virés par milliers des usines. Ils feront, après le succès symbolique de la marche, un retour sur eux-mêmes et sur leur situation sociale.

> SOUTIEN AUTO-ORGANISATION & AUTOFINANCEMENT

Le Forum Social des Quartiers Populaires est une dynamique autonome et indépendante. Notre expérience politique nous a appris que le maintien de ce principe est une condition sine-qua-non de la légitimité de nos luttes et de l'aboutissement des causes que nous défendons. En effet, la dépendance quasi-totale des associations de quartier vis-à-vis de toute forme d'aide extérieure pénalise grandement l'existence d'espace de contre-pouvoir dans les quartiers populaires.

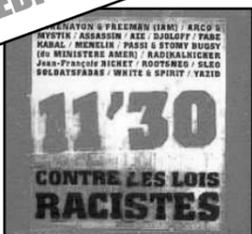
L'histoire des luttes des quartiers montre que l'Etat a toujours tenté d'intégrer et de domestiquer la contestation par sa politique

de financement des associations. Il est très facile pour une association "culturelle" de faire des "couscous-party" et d'organiser des voyages à la mer. Mais une association qui demande que les habitants des quartiers se saisissent du pouvoir et décident eux-mêmes de leur avenir, ou cherchent à rétablir la vérité et exigent la justice sur les violences policières et racistes, est considérée comme "trop politique". "Trop politique", c'est l'argument qui nous a toujours été opposé à nos demandes de subventions. Soit nous rentrons dans le moule d'un mouvement associatif "beni-oui-oui", soit nous sommes condamnés à la galère et à la précarité.

Nous sommes convaincus que nous pouvons échapper au cercle vicieux de cette alternative. L'autonomie de nos luttes suppose que toutes les personnes concernées par les luttes des quartiers populaires prennent leurs responsabilités, dont celle de l'autofinancement. C'est pour cette raison que nous faisons appel à votre générosité pour que notre projet soit possible. En contribuant financièrement au projet, vous devenez les garants de son indépendance et vous permettez qu'une dynamique inédite puisse émerger des quartiers.

Pour financer le Forum et sa préparation, nous disposons de plusieurs supports dont la vente est destinée à notre auto-financement :

RÉ-ÉDITION



11'30
CONTRE LES LOIS RACISTES
1997

Le morceau collectif historique du rap français !

Début 1997, toute une partie de l'opinion se soulève contre les lois Debré qui durcissent encore la chasse anti-immigrés des lois Pasqua. En première ligne de l'indignation "citoyenne", la gauche caviar et son lot de satellites, d'intellectuels et de cinéastes, prépare sa prochaine arrivée au pouvoir. L'antiracisme bon enfant est une bonne vieille recette pour mobiliser les troupes de gauche. Les pétitions circulent et les manifestations rassemblent des dizaines de milliers de personnes, PS en tête de cortège...
Quelle belle hypocrisie de la part de ceux qui ont toujours été à l'origine des

lois anti-immigrés les plus répressives quand ils étaient au pouvoir (lois Deferre, Dufoix, Joxe, Cresson...)! Un double projet voit donc le jour : l'intervention du monde du rap sur ce débat de société d'une part, la dénonciation de toutes les lois racistes, de droite comme de gauche d'autre part...

Avec :
Assassin, Akhenaton, Arco & Mystic, Soldafadas, Menelik, Yazid, Fabe, Rootsneg, Djoloff, Sleo, Kabal, Azé, Radikalkicker, Freeman, Ministère A.M.E.R, White & Spirit.

DOUCE FRANCE LA SAGA DU MOUVEMENT "BEUR"

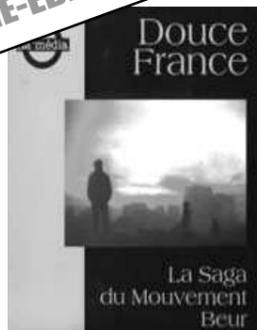
film de Mogniss H. Abdallah - 87 mn - 1993

Le mouvement de l'immigration et des quartiers populaires, cités et banlieues, a une histoire. Des rodéos des Minguettes à la Marche pour l'Egalité et contre le racisme de 1983 ; de Rock against Police à la lutte contre la double peine ; des affrontements raciaux dans l'usine Talbot-Poissy en grève aux retrouvailles communautaires autour des valeurs de justice sociale de l'Islam, en passant par le mouvement étudiant de 1986, la mobilisation contre les lois Pasqua et la réforme du code de la nationalité, les révoltes de Vaulx-en-Velin et de Mantes-la-Jolie contre les violences policières avec mort d'hommes (Malik Ousekine, Abdel Benyahia, Thomas Claudio, Aïssa Ihiche, Youssef Khaïf et tant d'autres). Sans oublier le massacre du 17 octobre 1961 à Paris...

Qu'en reste-t-il dans la mémoire collective ? Face au revival des valeurs républicaines et à l'antiracisme institutionnel, comment ce mouvement hétérogène se redéfinit-il ? Douce France, la saga du mouvement "beur", fait un état des lieux, expose la diversité des options prises, revisite les mémoires d'un certain nombre d'acteurs souvent encore présents. Cet examen de conscience amène à un retour sur l'histoire sociale et politique de l'immigration et à un bilan de la culture de gouvernement de la gauche.

Agence IM'MEDIA -
agence.immedia@free.fr

RÉ-ÉDITION



RAP CONSCIENT
compilation de rap français
produit par la K.Bine 2006

Skalpel et Guez de La K-Bine, toujours aussi militants et conscients, présentent cette compilation au nom évocateur "Rap conscient". Très loin du bling bling et de la soupe que nous sert une grosse majorité de la scène rap française, La K-Bine perpétue depuis ses débuts l'idée d'un rap engagé et militant. Différents groupes plus ou moins connus des puristes ont été invités sur cette compilation qui regorge de très bons titres. "Rap conscient" réussi à allier le fond et la forme et ce n'est pas pour nous déplaire...
En plus de la K.Bine, sur ce projet

on retrouve notamment Sakage Kronik, Sidi Omar et Wira des Zakariens, Sheryo, Harkore et Ame feat Akacha et Looms, Aboo et Nex, Dad, Eskicit, E.One, Dony S, Da'Pro feat Han-Akin, Tchad Unpoe. "Rap conscient" est tout simplement un disque à posséder et on souhaite sincèrement bonne chance à ce projet en attendant le prochain album de La K-Bine...

Plus d'infos :
www.lak-bine.com
www.rap-conscient.com
www.bbboykonsian.com

MIB / CHRONIQUE 2001 - 2002 film de Reynald Bertrand - 51 mn - 2002

De septembre 2001 à juillet 2002, de Mantes-la-Jolie à Dammarie-lès-Lys, chroniques de luttes autonomes qui se sont déroulées dans des quartiers populaires en réaction aux dispositifs discriminatoires tels que la double-peine, ou encore suite à des violences ou crimes policiers. Ces luttes dont le devenir est incer-

tain face à la raison d'état, interroge la gestion policière des populations issues de l'immigration et sont l'expression d'un combat pour la dignité et l'égalité. Ce film retrace l'histoire d'un mouvement pris en main par les principaux concernés en quête d'une expression politique directe

IMMIGRATION POSTCOLONIALE & MÉMOIRE

une étude de Abdelali Hajjat - 147 p. - 2006

L'objectif de cette étude est de répondre à deux questions : pourquoi la transmission de la mémoire de l'immigration postcoloniale a tant de mal à s'effectuer ? Quels sont les obstacles à cette transmission ? La perspective théorique choisie est en rupture avec une sociologie de l'immigration dont le concept central reste la notion d'intégration. Cette étude analyse les différents rapports au passé qu'entretiennent les héritiers et héritières de l'immigration postcoloniale, dans le cadre d'un rapport de domination hérité des structures sociales et des représentations construites pendant l'apogée de l'empire colonial français : l'injonction à l'intégration.

La mémoire, comme l'histoire, est une somme de rapports de force qui travaillent la société française actuelle. Ce sont ces conséquences qui permettent de comprendre la difficile transmission de la mémoire de l'immigration postcoloniale. "Ce petit livre nous interpelle, vous interpelle. "Français, encore un effort avant d'être républicains" (...). Cet effort, en ce début du XXIe siècle, consiste à abattre les bastilles économiques, sociales, idéologiques et culturelles qui empêchent encore les Français issus de la colonisation de devenir pleinement nos égaux. 147 pages Edition : 2006

BON DE SOUTIEN

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code Postal : Ville :
Tel : Mail :
o A ce titre je désire verser un apport et/ou un don de:€

En soutien à l'organisation du FSQP, je désire recevoir :

CD 11'30 x 10 €
CD Rap Conscient x 10 €
DVD Douce France x 20 €
DVD MIB x 12 €
Livre Immigration Postcoloniale x 10 €

TOTAL ci-joint un règlement par chèque à l'ordre de l'Association pour le Forum Social des Quartiers Populaires

> MÉMOIRE DES MURS SELECTION D'AFFICHES...

sur chaque édition de ce journal, nous vous proposons un regard sur des combats qui ont marqué l'histoire de l'immigration et des quartiers ces 30 dernières années à travers une sélection d'affiches.



RASSEMBLEMENT DES MÈRES DE FAMILLES PLACE VENDOME

1984
Des mères de victimes de crimes racistes et sécuritaires s'organisent et manifestent devant le Ministère de la Justice à Paris.



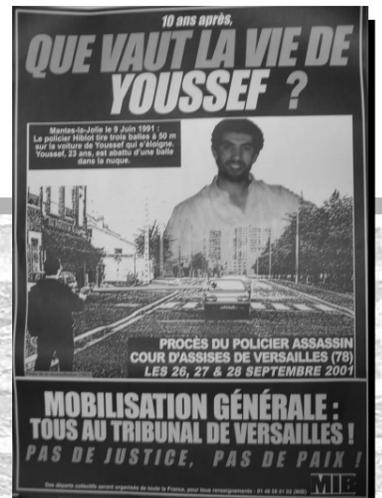
CAMPAGNE POUR LA CARTE DE RÉSIDENCE UNIQUE

1982
Cette revendication aboutira en 1984 sur la création de la carte unique de 10 ans



J'Y SUIS J'Y RESTE !

1986
Grève de la faim à Lyon contre la double-peine et le projet de lois Pasqua sur l'immigration, aggravant la politique d'expulsions



MOBILISATION AU PROCÈS DU POLICIER HIBLOT

2001
Tribunal de Versailles, jugement en assises du policier Hiblot, meurtrier de Youssef Khaïf d'une balle dans la nuque le 9 juin 1991 à Mantes-la-Jolie. 10 ans après les faits, le policier sera acquitté.

POURQUOI LE FORUM ...

L'absence de rendez-vous indépendant des militants associatifs et culturels des banlieues participe à l'éparpillement des initiatives et au manque de visibilité des actions menées dans les quartiers.

Nous avons besoin d'un lieu d'échanges et surtout d'élaboration d'idées et de solidarités au niveau national. Un lieu de bilan sur la situation de nos cités, sur les politiques publiques mises en œuvre, sur les luttes qui y sont menées.

Nous avons besoin d'une expression collective qui ne soit pas simplement l'addition des actions des uns et des autres, mais un tremplin pour une action commune d'envergure.

L'objectif du forum n'est pas celui d'un rendez-vous d'experts, sociologues, politiques et autres, mais celui des populations et des militants directement concernés par les problématiques liées à la vie des quartiers.

Le Forum a pour objectifs :

- créer un rapport de force favorable à l'émergence d'une expression politique et sociale autonome des quartiers populaires.
- mettre en lumière les luttes menées dans ces quartiers et tout faire pour leur donner la visibilité qu'elle méritent.
- dégager des priorités sur lesquelles des campagnes communes doivent être menées (éducation, rénovation urbaine, logement, police/justice...).
- refuser la division entretenue dans les quartiers populaires entre les générations (jeunes / chibanis), les hommes et les femmes, et entre les différentes communautés ... Ayant les mêmes intérêts, notre devoir est de combattre ensemble l'injustice.
- Agir ensemble pour une vraie démocratie dans nos quartiers et un partage du pouvoir entre les habitants . Il est anormal que la majorité des quartiers soient exclus du champ politique.
- Créer un centre de documentation et de recherche sur l'Immigration et les Banlieues.
- Affirmer notre solidarité avec les peuples en lutte pour leur liberté, contre la guerre comme mode de gestion politique. Développer des solidarités avec les pays d'origines.

Le Forum se déroulera sur trois jours les 22-23 et 24 juin à Saint Denis. Nous voulons en faire avec vous un espace de rencontres et d'échanges entre divers acteurs des luttes de l'immigration et des banlieues, à travers des débats, des ateliers, des expositions, des stands associatifs, des projections cinémas.

La préparation du forum est le fruit de réunions de collectifs régionaux qui se regroupent dans un collectif national d'organisation du Forum.

(L'Association Forum Social des Quartiers Populaires est la garante de l'autonomie politique et financière du Forum)

> RDVs

- MONTPELLIER - petit-bard

Le jour de la fin de la trêve hivernale sur les expulsions, journée de mobilisation au Petit-Bard autour de la lutte des habitants pour le logement et pour l'avenir du quartier.

Jeudi 15 MARS 2007

- ST DENIS - Réunion du collectif national d'organisation

24 & 25 MARS 2007

Des réunions de préparation sont prévues à Lille, Nantes, Nîmes, Toulouse, Lyon, Grenoble, Marseille, Strasbourg, Rouen, et dans plusieurs villes de régions parisiennes.

Conctez-nous pour plus d'infos ou pour organiser une rencontre dans votre ville.

<http://fsqp.free.fr>

- PARIS -

CONCERT

DE SOUTIEN
A L'ORGANISATION DU FORUM

17 MAI 2007

CABARET SAUVAGE

programmation en cours

CONTACTS :

<http://fsqp.free.fr>

myspace.com/fsqp2007

> PARIS

45-47, rue d'Aubervilliers
75018 Paris
Tél : 01 40 36 24 66
Mail : fsqp2007@gmail.com

> LYON

Coord. régionale Lyon :
Divercité
Tel : 06 20 82 34 52
Mail : divercite@gmail.com

> TOULOUSE

Coord. régionale Toulouse :
Motivé-e-s
Tél : 05 62 27 62 83
Mail : motive-e-s@motive-e-s.org